

Le Burundi renonce à l'exigence d'un diplôme de licence pour être président

RFI, 26-04-2014 Adoption dans le consensus du nouveau Code électoral burundais L'Assemblée nationale a lancé ce vendredi 25 avril un signal fort à une année des élections générales, en adoptant à l'unanimité un projet de code électoral, qui avait fait l'objet d'un accord en 2013. Mais pour la société civile, ce vote est surtout le résultat de pressions internationales. Une société civile, qui lance un cri d'alerte à la communauté internationale. Oubli pour les bagarres politiques des derniers jours. Ce vendredi, les 101 députés présents à la Chambre basse du Parlement burundais ont mené un débat sans heurts, et au bout de sept heures de discussions, et adopté à l'unanimité le nouveau Code électoral burundais.

Charles Nditije, président contesté de l'Uprona, passé rapidement dans l'opposition, ne cachait pas sa satisfaction. « Nous avons quand même pu aboutir à un Code consensuel, s'est-il réjoui, c'est surtout un espoir que les choses peuvent évoluer positivement ». La feuille de route de Kayanza respectée. Pratiquement, toutes les dispositions contenues dans la feuille de route adoptée en 2013 à Kayanza dans le nord du Burundi se retrouvent dans ce texte. Le bulletin unique, des pouvoirs plus étendus pour la Commission électorale nationale indépendante (CENI), mais surtout, le pouvoir burundais a renoncé à une de ses principales exigences, dans un esprit de consensus. L'exigence d'un diplôme de licence pour les candidats à la présidentielle a ainsi été mise de côté. Une disposition qui éliminait automatiquement Agathon Rwasa, le leader des ex-rebelles hutus des FNL, pressenti comme le rival le plus dangereux pour le pouvoir de Pierre Nkurunziza. Pressions de la communauté internationale Le ministre burundais de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, s'est réjoui d'un signal fort lancé par la démocratie burundaise. « Nous venons de confirmer le consensus de Kigali - dire que cela présage de très bonnes élections ». La société civile burundaise espère que cet esprit de coopération va perdurer, mais elle ne se fait guère d'illusions en rappelant que ce vote est probablement le résultat des pressions de la communauté internationale, qui s'est engagée à financer à hauteur de 40 millions de dollars, les élections générales 2015 au Burundi. Cri d'alarme de la société civile burundaise La société civile a rendu public ce vendredi, au cours d'une conférence de presse à Bujumbura une « Lettre d'appel d'urgence » qu'elle vient adresser au secrétaire général de l'Onu, lui demandant de mobiliser toutes les ressources nécessaires en vue de protéger les citoyens burundais contre l'irréparable. Après la résolution des Nations Unies sur des distributions d'armes à la jeunesse du parti au pouvoir, les Imbonerakure, par le gouvernement burundais - ce qu'il a nié catégoriquement tout en refusant l'idée d'une enquête nationale ou internationale - Vital Nshimirimana, président du Forum pour le renforcement de la société civile (Forsec), en appelle à l'ONU, au nom de quelque 600 organisations de la société civile burundaise. « Les organisations de la société civile burundaise demandent (...) la mise en place d'une commission des Nations unies chargée d'enquêter sur la situation sécuritaire au Burundi et de vérifier les allégations de distribution d'armes aux jeunes Imbonerakure, par les groupes dans l'armée burundaise. » a déclaré Vital Nshimirimana, président du Forum pour le renforcement de la société civile (Forsec)